

# La vérité sur... la crédibilité de Christine Lagarde

Star des sommets internationaux, la locataire de Bercy n'arrive pas à s'imposer en France. Son inexpérience politique n'est pas seule en cause...

C'est l'étonnant paradoxe Lagarde : en France, on la brocarde, à l'étranger, elle fait un tabac. D'un côté, le microcosme politique parisien n'arrête pas de critiquer la ministre de l'Économie, de l'autre les gouvernants et journalistes étrangers louent sa présence, lors des sommets internationaux. « *En France, ses détracteurs feraient bien de lire la presse anglo-saxonne, qui révèle la vraie Christine Lagarde* », lance Stéphane Richard, son directeur de cabinet.

## Succès à l'international

Dans le *Herald Tribune* du 15 novembre, sa ministre est, en effet, présentée comme la médiatrice idéale entre l'Europe et les États-Unis pour trouver des solutions communes face à la crise, grâce à « *son anglais parfait, sa franchise à l'américaine et sa politesse à la française* ». Mieux encore, le *Wall Street Journal* l'a classée au cinquième rang des 50 « *Top Women to Watch* », ces femmes ayant le plus d'influence sur l'économie mondiale, entre la vice-présidente de la Banque de Chine et la patronne de Kraft Foods. Pas mal, non ? Sans oublier le *Financial Times*, qui l'a propulsée à la septième place des meilleurs ministres des Finances de l'Union européenne, alors qu'elle était bonne dernière de la zone euro en 2007.

Désormais, dans les sommets internationaux, elle est même la proie de dizaines de photographes. A la réunion des ministres des Finances du G20, au Brésil, le 10 novembre, « *elle resplendissait au milieu des grands argentiers en costume gris, avec son tailleur couleur lilas* », témoigne, fasciné, l'un de ses conseillers.

Mais alors que lui reproche-t-on en France, à notre star de la finance ? A la fois son absence de charisme, son optimisme béat face à la crise, et surtout ses nombreuses gaffes, dont la plus célèbre est celle du vélo. Cette collectionneuse de caricatures – elle les encadre méticuleusement – avait donné du grain à moudre aux humoristes en conseillant aux Français de prendre leur bicyclette pour faire face à l'envolée du prix de l'essence. « *Une énorme erreur de com* », admet aujourd'hui l'un de ses proches. Plus fondamentalement, « *elle souffre de son inexpérience en politique, et utilise des mots que les gens ne comprennent pas* », se lamente un député du Nouveau Centre. Un an et demi après son arrivée, ses nombreux détracteurs, à l'Elysée, dans les ministères et au Parlement, lui reprochent de ne pas avoir su surmonter ses handicaps : pas de formation en économie, peu d'expérience du monde de l'industrie – c'est une juriste, qui présidait le cabinet d'avocat américain Baker & McKenzie –, et un éloignement du

terrain – elle n'est pas une élue – qui rend très abstrait son traitement des sujets, comme celui du chômage. Alors ce procès hexagonal fait à Lagarde est-il vraiment justifié ?

## Marge de manœuvre nulle

La première grande critique, c'est qu'elle n'existe pas politiquement. A l'inverse de Laurent Wauquiez, son secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, et d'Eric Woerth, le ministre des Comptes publics, la ministre de l'Économie ne participe même pas au G7, cette réunion informelle des ministres les plus proches de Sarkozy. C'est dire que, face à l'omniprésence de l'omniprésident, sa marge de manœuvre est quasi nulle. Derniers exemples en date, de soutien aux banques françaises et les propositions européennes au G20 ont été, pour l'essentiel, décidés au Château. « *A la mi-novembre, quand les parlementaires ont été reçus à l'Elysée pour parler de la crise financière, elle n'était même pas là* », déplore le député UMP Hervé Mariton.

## MODÉRÉMENT POPULAIRE



Difficile pour Christine Lagarde de plaire alors que la crise financière fait des dégâts dans l'économie réelle et qu'elle ne peut pas avoir le mot ou le geste qui rassureraient les Français.

## Les syndicats aussi se plaignent

C'est la politique de la chaise vide. En un an et demi, Christine Lagarde a accordé aux syndicats deux réunions de vingt-cinq minutes, où elle a reçu les sept fédérations ensemble. « *C'est ahurissant, s'énervait Philippe Grasset, le secrétaire général*

adjoint de FO Finances. *Je n'ai jamais vu un ministre méprisant autant le dialogue social.* Petite perle supplémentaire : « *Eric Woerth, lui, sait se rendre disponible.* » Certes, il est logique que le ministre des Comptes publics, qui pilote la mégafusion entre la Direction

générale des impôts et la Direction de la comptabilité publique, soit plus présent. Mais tout de même, Christine Lagarde est à la tête de 10 000 fonctionnaires, avec des fusions difficiles de directions, et surtout une délocalisation explosive d'une partie de l'Insee à Metz... ■



Xavier Gassmann / France 2

En fait, Christine Lagarde est court-circuitée par François Pérol, le conseiller économique du président, qui entretient des liens directs avec Stéphane Richard. D'ailleurs, l'un de ses secrétaires d'Etat ne s'y trompe pas en nous confiant que ses « *vrais ministres de tutelle* » sont les conseillers du président, François Pérol et Claude Guéant.

Avec une telle organisation, le rôle de la ministre de l'Économie est réduit à celui de simple porte-parole... un peu comme l'est parfois un avocat. « *Il faut absolument qu'elle arrive à s'émanciper de la tutelle de l'Elysée* », espère le sénateur UMP Alain Lambert, ancien ministre du Budget. Difficile, car, comme nous le confie un ministre, ce système, « *c'est la nouvelle République* ».

## Absence d'initiative

Justement, une seconde salve de critiques vise son absence d'initiative pour s'imposer face à cette hyperprésidence. Au sein de l'administration des Finances, de hauts fonctionnaires ne cachent plus leur

désarroi face à l'inaction de leur ministre : « *Aucune idée nouvelle, aucun projet estampillé Lagarde ne sort d'ici, alors que nous comptons beaucoup d'experts de très haut niveau* », regrette l'un d'eux. Pourtant, lors de la crise des subprimes, à l'été 2007, des inspecteurs des finances et des cadres de la Banque de France avaient proposé de lancer des travaux sur les risques de contagion. Le projet est resté dans les limbes.

Un raté qui s'explique aussi par les lacunes de la patronne de Bercy pour piloter son administration – elle n'a aucune expérience de la lourde machine des Finances – et ses secrétaires d'Etat. Un fait révélateur : elle n'a rencontré l'un d'eux que deux fois en huit mois. Une fois pour décider de la répartition des bureaux, une autre pour préparer une réunion chez François Fillon ! Enfin, c'est la crédibilité de Christine Lagarde qui est aussi discutée. Sa mise en cause de l'Insee, en juin dernier, a beaucoup choqué. L'institut de la statistique, qui venait de réviser sa prévision de croissance à

**Christine Lagarde sur le plateau d'A Vous de juger, sur France 2, le 13 novembre. Face à la socialiste Martine Aubry, la ministre de l'Économie et des Finances, piètre oratrice, n'était pas à son avantage.**

1,7% sur 2008, s'était fait rabrouer par la ministre : « *L'Insee est exagérément pessimiste* », avait-elle lancé. Cinq mois plus tard, la prévision officielle du gouvernement n'est plus que de... 1%. « *Pour cacher la maladie, elle avait critiqué le thermomètre* », se désole un membre du Conseil d'analyse économique (CAE).

Déjà, lorsqu'elle était en poste au Commerce extérieur, en 2005, Christine Lagarde avait eu des soucis avec les experts. Elle avait voulu mettre au placard un rapport des économistes Patrick Artus et Lionel Fontagné pour le CAE, qui déplorait une forte dégradation de notre compétitivité.

Mais pour ses laudateurs, tout cela est de l'histoire ancienne. « *Avec la crise, il y a des ministres dont on a pu réajuster l'évaluation, et celle de madame Lagarde n'est pas à la baisse* », nous a même confié François Fillon. Pour Matignon, c'est un hommage, même s'il fait moins dans le dithyrambe que les médias anglo-saxons.

Thierry Fabre